



L'ASSURANCE CHÔMAGE EST-ELLE DÉFICITAIRE ?

Unédic

Beaucoup d'idées reçues circulent sur l'Assurance chômage. Cette publication les confronte aux faits et aux chiffres.



→ L'Assurance chômage est sensible à la conjoncture



Protège les salariés, répond aux besoins des entreprises et soutient l'économie en période de crise.



Alterne naturellement entre déficit et excédent, selon la situation économique.



N'a pas vocation à être à l'équilibre tous les ans (contracyclique).



Forte sensibilité à la conjoncture.

Conséquences de la conjoncture



Conjoncture défavorable ou crise



Chômage en hausse



Dépenses d'assurance chômage en hausse et recettes en baisse



Solde négatif (déficit)



Endettement



Conjoncture favorable ou reprise post-crise



Chômage en baisse



Recettes d'assurance chômage en hausse et dépenses en baisse



Solde positif (excédent)



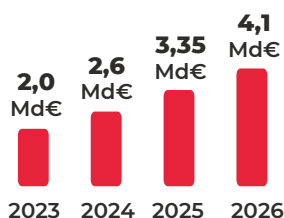
Désendettement

→ Pourquoi la dette a-t-elle augmenté hors effets conjoncturels ?



Covid-19 et mesures d'urgence
18 Md€

Financés par de la dette à taux bas, qui arrive à échéance et qu'il faut refinancer dans un contexte de taux élevés.



Prélèvements État
12,05 Md€

Des exonérations de cotisations non intégralement compensées par l'État entre 2023 et 2026, réduisant les recettes de l'Assurance chômage.

D'autres décisions impactent aussi les recettes du régime.



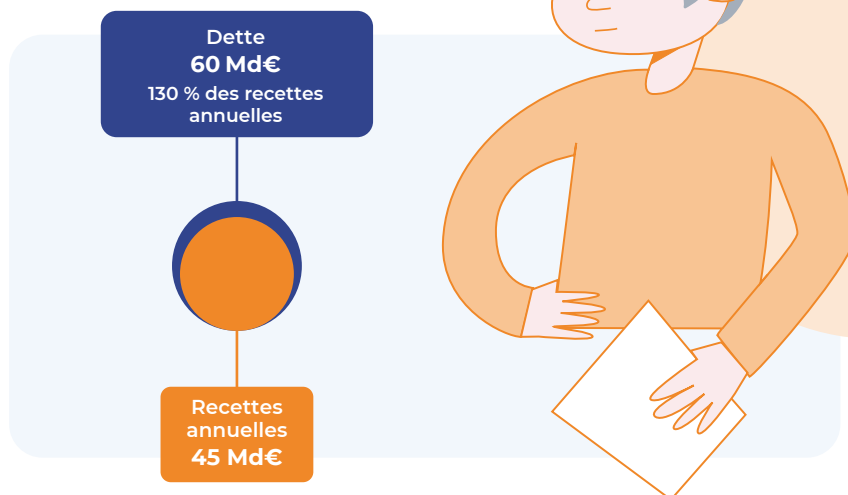
Financement de l'opérateur France Travail assuré à ~80 % par l'Unédic.

Une tendance à la hausse de la part de l'Unédic vis-à-vis de celle de l'État.

Le régime d'assurance chômage est aujourd'hui endetté à hauteur d'environ 60 Md€.

Les recettes annuelles (contributions employeurs et CSG « activité ») permettent de couvrir les dépenses de l'Assurance chômage.

Son endettement résulte, hors conjoncture, de décisions extérieures ayant affecté son équilibre financier.



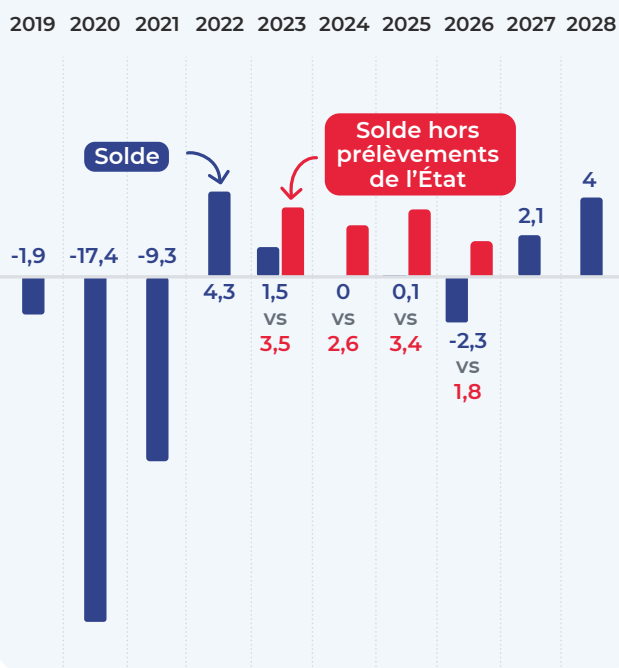
Le refinancement de cette dette de plus de 60 Md€, dans l'environnement actuel de taux élevés, **accroît la charge d'intérêt qui pèse sur l'Assurance chômage.**

En l'absence de nouveaux prélèvements par l'État, **l'Unédic dégagera des excédents qui lui permettront de rembourser la dette de l'Assurance chômage sur un horizon d'environ 15 ans** et ainsi de limiter la charge d'intérêt.

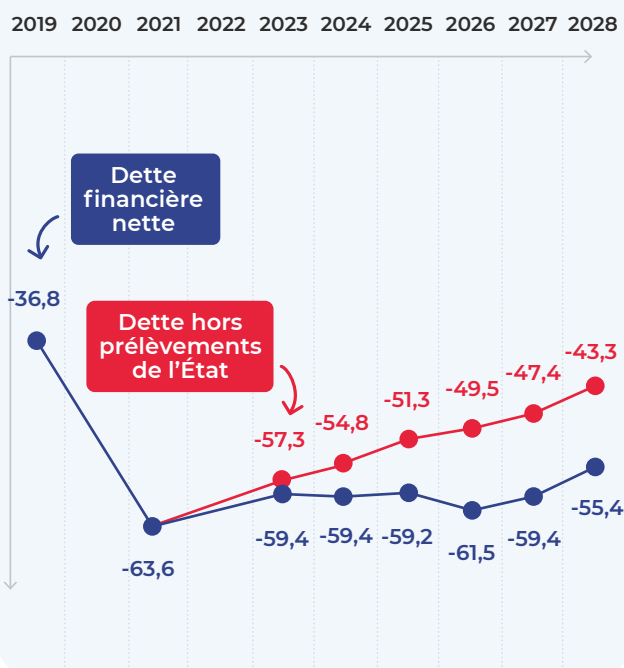
Évolution de la charge d'intérêt



Solde financier de l'Assurance chômage



Endettement du régime d'assurance chômage en Md€

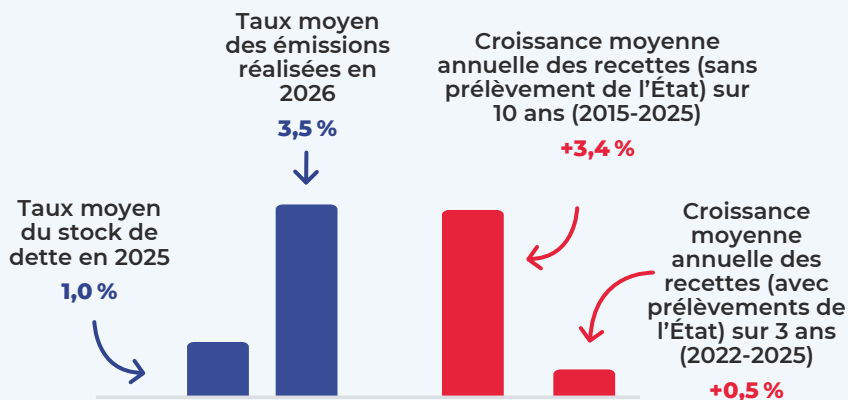


→ Les facteurs de soutenabilité de l'Assurance chômage à long terme

Des taux d'intérêt moyens inférieurs à la croissance des recettes

À court terme, les prélèvements de l'État, dans un contexte de hausse des taux d'intérêt, exercent une double pression sur les finances de l'Unédic.

Mais, à long terme, la croissance « naturelle » des recettes du régime reste supérieure au taux moyen de la dette de l'Unédic et permet d'assurer la soutenabilité du régime d'assurance chômage.



9bp

L'écart des taux avec la France

L'Unédic est un acteur reconnu sur les marchés financiers, ce qui lui permet d'emprunter à des conditions attractives.

L'écart de taux entre un émetteur et l'État français est un bon indicateur de la qualité de la signature.

Pour l'Unédic, cet écart n'était que de 9,2 points de base (soit 0,09%) lors des quatre émissions obligataires réalisées en 2026.

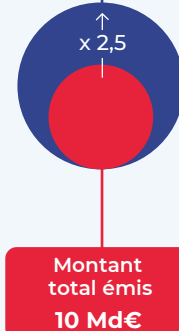
Cet écart de taux place l'Unédic parmi les références du marché français de la dette publique.

Montant des ordres reçus
25,4 Md€

La demande des investisseurs sur les émissions

Lors de la réalisation de ses opérations de marché, les émissions de l'Unédic sont sursouscrites, permettant ainsi d'améliorer les conditions financières de l'émission.

Lors des quatre émissions obligataires réalisées en 2026, le montant des ordres reçus (25,4 Md€) par l'Unédic est environ 2,5 fois supérieur au montant total émis (10 Md€).

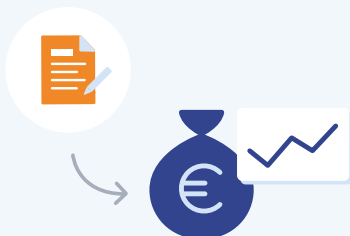


Depuis 2020, l'Unédic réalise ses émissions au format Social Bond dans le but de mieux valoriser l'impact positif du régime d'assurance chômage.

→ Ce qu'il faut retenir



L'Assurance chômage, pilotée par les partenaires sociaux, à travers l'Unédic, est solide dans son fonctionnement.



Sa situation financière est impactée par des décisions unilatérales de l'État qui ne relèvent pas uniquement du régime.



Les excédents de l'Assurance chômage doivent être affectés à son désendettement, afin de retrouver les marges de manoeuvre nécessaires à sa soutenabilité financière.